



NEXITY PARIS FLANDRE
1 AVENUE DE FLANDRE
CS 10039
75940 PARIS CEDEX 19

ADRESSE DE L'IMMEUBLE :
25-27 avenue Corentin Cariou
25-27 AVENUE CORENTIN CARIOU
75019 PARIS

Téléphone : 01.40.18.70.00

20 JUIN 2016

PARIS, 25/05/2016

PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le mercredi 25 mai 2016 à 16h30

Les copropriétaires de la copropriété 25-27 avenue Corentin Cariou se sont réunis en Assemblée Générale à l'adresse suivante :

NEXITY 3 EME ETAGE
1 AVENUE DE FLANDRE
75019 PARIS

Sur convocation individuelle qui leur a été faite par le syndic par lettres recommandées avec accusés de réception ou contre émargement.

Présents et Représentés :	8	14110	voix /	100000	voix soit	14,11%
Absents :	34	85890	voix /	100000	voix soit	85,89%
Total :	42	100000	voix /	100000	voix soit	100,00%

Conformément à l'article 14 du décret n°67-223 du 17 mars 1967 modifié, il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre entrant en séance, tant en leur nom personnel que comme mandataire éventuel.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable, permet de constater que 8 copropriétaires sur 42 sont présents ou représentés et possèdent 14110 voix sur 100000 voix.

Toutefois, le copropriétaire Société DUGONG INVESTISSEMENT possédant une quote-part des parties communes supérieure à la moitié, le nombre de voix dont il dispose est réduit à la somme des voix des autres copropriétaires, conformément aux dispositions de l'article 22 de la loi N°65-557 du 10 juillet 1965. En conséquence, les voix de Société DUGONG INVESTISSEMENT sont ramenées à 45636 et le total des voix est ramené à 91272.

Etaient absents :

M. AYKAC Nicolas (634), M. et Mme BAYARD Robert (970), M. et Mme CHEN NAIAN (959), M. CHEN YONG FEN (1055), M. CRAVERO STEFANO (563), M. DJAOUI CYRIL (585), Société DUGONG INVESTISSEMENT (54364), Mlle EL YOUSFI HAYAT (606), M. ENGLER FREDERIC (721), M. FERRATIER ERIC (641), SCI HUANG RUAN/ MADAME HUANG SHOUTHZEN (1278), M. JEAN GEORGES (1051), Mme KOTSOVASSILIS Ariane Vassiliki (989), M. LAMBERT Marc Jean Philippe (907), Madame LAUFER ISABELLE (945), SCI LES NORGONS (924), MM. MA Hervé & Ernest (2113), M. MARCAULT JEAN BATISTE (1093), Mme NGUYEN LE TRANG (664), Monsieur NOWAK PASCAL (48), SCI ORNELLA - MME GOURAND (3697), M. RICH DAVID (919), M. RIQUIER PAUL (622), Indivision RIZO-DUPUY (673), Mme SALMONA CHLOE (651), Monsieur SOUSSI BRAHIM (953), SCI TECTIFORME/ C/O MR FERRIER PATRICK (937), M. WANG YAJIE (1002), M. WERLER ALAIN (907), M. et Mme XU XIANGAN (950), Mme XU YOU HE (977), M. XU YOU HE (1002), M. YILMAZ EROL (574), SCI ZX - MONSIEUR XU (916).

q NLB



PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR

Résolution n°1 Désignation du Président de séance	Page 6
Résolution n°2 Désignation des Scrutateurs	Page 6
Résolution n°3 Désignation du Secrétaire de séance	Page 6
Résolution n°4 Rapport d'activité du Conseil syndical	Page 6
Résolution n°5 Approbation des comptes de l'exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015	Page 6
Résolution n°6 Décision à prendre pour l'annulation des appels des fonds concernant les travaux de vitrification des escalier du bâtiment A de l'assemblée générale du 25 juin 2009 et le remboursement des appels de fonds	Page 7
Résolution n°7 Décision à prendre pour l'annulation des appels de fonds concernant les travaux d'étanchéité terrasse de l'assemblée générale du 23 juin 2011 et le remboursement des appels de fonds	Page 7
Résolution n°8 Décision à prendre pour l'annulation des appels de fonds concernant les travaux de vitrification des escaliers B travaux votés lors de l'Assemblée Générale du 25 juin 2009 et remboursement des appels de fonds.	Page 7
Résolution n°9 Décision à prendre pour l'annulation appel de fonds concernant les travaux de remplacement des deux colonnes situé au RDC et au 1er étage voté lors de l'assemblée générale du 19 mai 2015 et le remboursement des appels de fonds	Page 8
Résolution n°10 Quitus au Syndic pour sa gestion de l'exercice arrêté au 31/12/2015	Page 8
Résolution n°11 Dispense à donner au Conseil Syndical pour la mise en concurrence du Syndic (article 21, alinéa 3 de la loi du 10 juillet 1965)	Page 8
Résolution n°12 Désignation des membres du Conseil Syndical pour une durée de 12 mois	Page 8
Résolution n°13 Montant des marchés et contrats à partir duquel la consultation du Conseil Syndical est rendue obligatoire (Article 21 de la loi du 10 juillet 1965)	Page 9
Résolution n°14 Montant des marchés de travaux et des contrats à partir duquel une mise en concurrence est rendue	Page 10

NLB  

obligatoire (article 21 de la loi du 10 juillet 1965).

Résolution n°15

Autorisation d'engagement à donner au Conseil Syndical

Page 10

Résolution n°16

Approbation du budget prévisionnel de l'exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017 pour un montant de 130 000€.

Page 10

Résolution n°17

Information sur la constitution du fonds de travaux obligatoire prévu à l'article 14-2 de la loi du 10 juillet 1965

Page 11

Résolution n°18

Décision à prendre relative à la définition du taux de la cotisation annuelle au fonds de travaux obligatoire

Page 11

Résolution n°19

Intérêts de placement du fonds de travaux ALUR du Syndicat issus de sa constitution (ART 14-2 et 18 de la loi du 10 juillet 1965)

Page 12

Résolution n°20

Ajustement de la réserve prévue au règlement de copropriété.

Page 12

Résolution n°21

Compte rendu sur l'état d'avancement des procédures en cours.

Page 12

Résolution n°22

Décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux de remplacement de la porte d'entrée du bâtiment A

Page 13

PJ : proposition AUTO FERMETURE et FEY

Résolution n°23

Honoraires sur travaux votés par l'Assemblée Générale non compris dans le budget prévisionnel (Art 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Page 14

Résolution n°24

Décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux de remplacement de la porte d'entrée du bâtiment B et C

Page 14

PJ : proposition Auto Fermeture et FEY

Résolution n°25

Honoraires sur travaux votés par l'Assemblée Générale non compris dans le budget prévisionnel (Art 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Page 15

Résolution n°26

Décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux de réfection de la colonne d'EU et EV entre le 3ème et le 4ème étage.

Page 15

PJ : proposition DMCP et HOLLEY DURAND

Résolution n°27

Honoraires sur travaux votés par l'Assemblée Générale non compris dans le budget prévisionnel (Art 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Page 16

Résolution n°28

A la demande de Monsieur RICHE, décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux

Page 16

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB CP

d'étanchéité dans la cour

PJ: Courrier société ADJUVO IMMOBILIER et proposition DMCP

Page 17

Résolution n°29

Honoraires sur travaux votés par l'Assemblée Générale non compris dans le budget prévisionnel (Art 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Page 17

Résolution n°30

Décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux réfection partielle de peinture dans le hall d'entrée du bâtiment C

PJ : proposition BES

Page 17

Résolution n°31

Honoraires sur travaux votés par l'Assemblée Générale non compris dans le budget prévisionnel (Art 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Page 18

Résolution n°32

A la demande de Monsieur MARCAULT Raccordement de l'immeuble à une ligne de communication électronique à très haut débit en fibre optique.

PJ : Demande Monsieur MARCAULT et Proposition de la Société ORANGE et

Convention relative à l'installation, la gestion et la maintenance de ligne à très haut débit en fibre optique

Page 18

Résolution n°33

Décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux réparation du pigeonnier responsable des désordres dans l'appartement de Madame MANSEUR Bâtiment A

PJ : proposition DMCP et LOGEL TECHNIC

Page 19

Résolution n°34

Honoraires sur travaux votés par l'Assemblée Générale non compris dans le budget prévisionnel (Art 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Page 19

Résolution n°35

Décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux de réparation de fuite sur le chéneau au dessus du restaurant les pierres qui roulent

PJ : proposition HOLLEY DURAN

Page 20

Résolution n°36

Honoraires sur travaux votés par l'Assemblée Générale non compris dans le budget prévisionnel (Art 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Page 20

Résolution n°37

Décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux de couverture des rez de chaussée

PJ : proposition HOLLEY DURAND

Page 21

Résolution n°38

Honoraires sur travaux votés par l'Assemblée Générale non compris dans le budget prévisionnel (Art 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Page 12

Résolution n°39

Décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux mise en place de jardinières en béton entre le bâtiment B et C

PJ : proposition VINCENNES VERT

Résolution n°40

Page 13

Honoraires sur travaux votés par l'Assemblée Générale non compris dans le budget prévisionnel (Art 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Résolution n°41

Page 21

Modalités de demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale (avant dernier alinéa de l'ART 10 du décret du 17 mars 1967).

Résolution n°42

Page 21

Information sur l'Espace Privé Clients (EPC)

PROCÈS VERBAL

RÉSOLUTION N° 1 : DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT DE SÉANCE

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

Est candidat :

- Mme LE BELLER NATHALIE

Vote sur la candidature de Mme LE BELLER NATHALIE :

Présents et Représentés :	8	14110	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	8	14110	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 7056 voix sur 14110 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

L'Assemblée Générale désigne comme Président de séance Mme LE BELLER NATHALIE.

RÉSOLUTION N° 2 : DÉSIGNATION DES SCRUTATEURS

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

Est candidat :

- M. POUGET

Vote sur la candidature de M. POUGET :

Présents et Représentés :	8	14110	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	8	14110	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 7056 voix sur 14110 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

L'Assemblée Générale désigne comme Scrutateur(s) : M. POUGET

RÉSOLUTION N° 3 : DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

Est candidat :

- Mme LANNABI Myriam

Vote sur la candidature de Mme LANNABI Myriam :

Présents et Représentés :	8	14110	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	8	14110	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 7056 voix sur 14110 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

L'Assemblée Générale désigne comme Secrétaire de séance Mme LANNABI Myriam.

POINT D'INFORMATION N° 4 : RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL SYNDICAL

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport conseil syndical, Président du Conseil syndical, sur l'activité du Conseil pendant l'exercice clos, prend bonne note de l'action de l'ensemble de ses membres et les en remercie.

RÉSOLUTION N° 5 : APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE DU 01/01/2015 AU 31/12/2015

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

L'Assemblée Générale approuve

- sans réserve en leur forme, teneur et imputation, les comptes de l'exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015, tels qu'ils figurent aux annexes jointes à la convocation de l'Assemblée Générale et qui font ressortir :
- un montant total de charges nettes de 127 020.19€ pour les opérations courantes.
- un montant total de charges nettes de 21 962.45€ pour les travaux et opérations exceptionnelles

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	8	14110	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	8	14110	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 7056 voix sur 14110 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 6 : DÉCISION À PRENDRE POUR L'ANNULATION DES APPELS DES FONDS CONCERNANT LES TRAVAUX DE VITRIFICATION DES ESCALIER DU BÂTIMENT A DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 JUIN 2009 ET LE REMBOURSEMENT DES APPELS DE FONDS

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

L'assemblée générale après en avoir délibéré décide

- d'annuler les travaux VITRIFICATION ESCALIER A de l'assemblée générale du 25 juin 2009
- demande au Syndic de procéder au remboursement des appels de fonds ;

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	8	14110	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	8	14110	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 7056 voix sur 14110 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

Arrivée de Société DUGONG INVESTISSEMENT (54364 voix)

Ce qui porte le nombre de présents et représentés à 9 totalisant 59746 voix sur 91272 voix.

RÉSOLUTION N° 7 : DÉCISION À PRENDRE POUR L'ANNULATION DES APPELS DE FONDS CONCERNANT LES TRAVAUX D'ÉTANCHÉITÉ TERRASSE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 JUIN 2011 ET LE REMBOURSEMENT DES APPELS DE FONDS

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

L'assemblée générale après en avoir délibéré décide

- d'annuler la résolution concernant l'étanchéité terrasse de l'assemblée générale du 23 juin 2011
- demande au Syndic de procéder au remboursement des appels de fonds.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 8 : DÉCISION À PRENDRE POUR L'ANNULATION DES APPELS DE FONDS CONCERNANT LES TRAVAUX DE VITRIFICATION DES ESCALIERS B TRAVAUX VOTÉS LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 JUIN 2009 ET REMBOURSEMENT DES APPELS DE FONDS.

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

L'assemblée générale après en avoir délibéré décide

- d'annuler des appels de fonds travaux votés lors de l'Assemblée Générale du 25 juin 2009 concernant les travaux de vitrification des escaliers B et C
- demande au Syndic de procéder au remboursement des appels de fonds.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix

Ont voté pour : 9 59746 voix / 91272 voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 9 : DÉCISION À PRENDRE POUR L'ANNULATION APPEL DE FONDS CONCERNANT LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES DEUX COLONNES SITUÉ AU RDC ET AU 1ER ÉTAGE VOTÉ LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 19 MAI 2015 ET LE REMBOURSEMENT DES APPELS DE FONDS

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

L'assemblée générale après en avoir délibéré décide

- d'annuler l'appel de fonds travaux concernant le remplacement des deux colonnes situé au RDC et au 1er étage voté lors de l'assemblée générale 19 mai 2015
- demande au Syndic de procéder au remboursement des appels de fonds

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 10 : QUITUS AU SYNDIC POUR SA GESTION DE L'EXERCICE ARRÊTÉ AU 31/12/2015

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

L'Assemblée Générale donne quitus au Syndic pour sa gestion de l'exercice arrêté au 31/12/2015

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 11 : DISPENSE À DONNER AU CONSEIL SYNDICAL POUR LA MISE EN CONCURRENCE DU SYNDIC (ARTICLE 21, ALINÉA 3 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965)

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 25 / Article 25-1

L'article 21 de la loi du 10 juillet 1965 prévoit la mise en concurrence du Syndic par le Conseil syndical tous les 3 ans. La prochaine assemblée générale devra se prononcer sur cette mise en concurrence. Ce même article laisse la possibilité à l'assemblée générale de dispenser le Conseil Syndical de cette mise en concurrence.

Après avoir entendu l'avis du Conseil Syndical, l'assemblée générale le dispense de procéder à la mise en concurrence du contrat de Syndic pour la prochaine assemblée appelée à se prononcer sur sa nouvelle désignation.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 45637 voix sur 91272 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 12 : DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL SYNDICAL POUR UNE DURÉE DE 12 MOIS

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 25 / Article 25-1

Sont actuellement membres du Conseil Syndical :

- Société DUGONG INVESTISSEMENT
- Madame LAUFER ISABELLE
- Madame LE BELLER NATHALIE

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

- Monsieur NOWAK PASCAL
- Monsieur SOUSSI BRAHIM

Il convient de procéder au renouvellement de leur mandat et/ou à la désignation de nouveaux membres.

Sont candidats :

- Mme LAUFER ISABELLE
- Mme LE BELLER NATHALIE
- M. NOWAK PASCAL
- M. LASSERRE
- M. GRAH PATRICK

Vote sur la candidature de Mme LAUFER ISABELLE :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 45637 voix sur 91272 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

Vote sur la candidature de Mme LE BELLER NATHALIE :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 45637 voix sur 91272 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

Vote sur la candidature de M. NOWAK PASCAL :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 45637 voix sur 91272 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

Vote sur la candidature de M. LASSERRE :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 45637 voix sur 91272 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

Vote sur la candidature de M. GRAH PATRICK :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 45637 voix sur 91272 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

En conséquence, l'Assemblée Générale désigne : Mme LAUFER ISABELLE, Mme LE BELLER NATHALIE, M. NOWAK PASCAL, M. LASSERRE, M. GRAH PATRICK, en qualité de membre du Conseil Syndical, conformément aux dispositions du règlement de copropriété et/ou aux dispositions des articles 21 et 25 de la loi du 10 juillet 1965 et du décret du 17 mars 1967, et ce pour une durée de 1 an et jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de la copropriété arrêtés au 31/12/2016

RÉSOLUTION N° 13 : MONTANT DES MARCHÉS ET CONTRATS À PARTIR DUQUEL LA CONSULTATION DU CONSEIL SYNDICAL EST RENDUE OBLIGATOIRE (ARTICLE 21 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965)

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 25 / Article 25-1

Conformément aux dispositions prévues à l'Article 21 de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale fixe à la somme de 1000 € HT le montant des marchés et contrats à partir duquel la consultation du Conseil Syndical est

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

rendue obligatoire.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 45637 voix sur 91272 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 14 : MONTANT DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DES CONTRATS À PARTIR DUQUEL UNE MISE EN CONCURRENCE EST RENDUE OBLIGATOIRE (ARTICLE 21 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).



Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 25 / Article 25-1

Conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale décide de fixer à 3 000€ HT le montant des marchés de travaux et des contrats à partir duquel une mise en concurrence est rendue obligatoire dans la limite des montants soumis à l'avis du Conseil Syndical.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 45637 voix sur 91272 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 15 : AUTORISATION D'ENGAGEMENT À DONNER AU CONSEIL SYNDICAL



Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 25 / Article 25-1

Conformément à l'article 21 du Décret du 17 mars 1967, l'Assemblée Générale autorise le Conseil Syndical, pendant la durée du mandat en cours, à décider de certaines dépenses entrant dans le cadre de la gestion courante de l'immeuble, jusqu'à un montant maximum de 3 000,00 €.

Le conseil Syndical rendra compte lors de chaque Assemblée Générale de l'exécution de cette délégation.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 45637 voix sur 91272 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 16 : APPROBATION DU BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'EXERCICE DU 01/01/2017 AU 31/12/2017 POUR UN MONTANT DE 130 000€.



Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

Conformément aux dispositions de l'article 43 du décret du 17 mars 1967, l'Assemblée Générale approuve le budget prévisionnel joint à la convocation pour l'exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017. Le budget, détaillé par postes de dépenses, a été élaboré par le Syndic assisté du Conseil Syndical, arrêté à la somme de 130 000€ et sera appelé par provisions trimestrielle exigibles le 1er jour de la période fixée.

L'adoption de ce budget permettra au Syndic d'exercer à l'encontre des copropriétaires défaillants la faculté d'exiger par anticipation les provisions non encore échues relatives à l'exécution dudit budget et ce par voie de référé directement auprès du président du Tribunal de Grande Instance, conformément aux dispositions prévues à l'article 19-2 de la loi du 10 juillet 1965.

Le montant de ce budget pourra être révisé lors de la prochaine Assemblée Générale en fonction des dépenses réelles de l'exercice en cours et de l'évolution à attendre des charges courantes de fonctionnement.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

Handwritten signatures and initials

POINT D'INFORMATION N° 17 : INFORMATION SUR LA CONSTITUTION DU FONDS DE TRAVAUX OBLIGATOIRE PRÉVU À L'ARTICLE 14-2 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965



La loi du 24 mars 2014 pour un accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) rend obligatoire à compter du 1er janvier 2017, pour les syndicats de copropriété à destination totale ou partielle d'habitation, la constitution d'un fonds de travaux.

Cotisation annuelle d'au moins 5% du budget

Le fonds de travaux sera alimenté par une cotisation annuelle versée par les copropriétaires selon les mêmes modalités que celles décidées par l'assemblée générale pour le versement des charges provisionnelles.

Le montant de cette cotisation annuelle sera a minima de 5% du budget prévisionnel.

Aussi, à chaque début d'exercice comptable, le montant de la cotisation sera ajusté selon l'évolution du budget voté par l'assemblée générale.

Le dispositif ouvre la possibilité aux copropriétés de décider d'augmenter ce taux par une décision d'assemblée générale prise à la majorité de l'article 25 et 25-1.

Enfin, la décision d'affecter tout ou partie de ces fonds à une opération de travaux relèvera d'une décision d'assemblée générale prise à la majorité de l'article 25 et 25-1.

Des sommes acquises au syndicat même en cas de vente

Les sommes versées au titre du fonds de travaux obligatoire sont attachées aux lots et restent définitivement acquises au syndicat de copropriété. Dès lors, en cas de vente d'un lot, le copropriétaire vendeur ne sera pas remboursé des sommes qu'il aura versées au titre du fonds de travaux.

Gestion financière

A l'occasion de la constitution du fonds de travaux, le syndic doit ouvrir dans l'établissement bancaire qu'il a choisi ou que l'assemblée générale a choisi pour le compte « courant » un compte séparé rémunéré au nom du syndicat, sur lequel sont versées sans délai les cotisations payées par les copropriétaires.

Au même titre que pour le compte bancaire séparé, le syndic mettra à disposition du conseil syndical une copie des relevés périodiques du compte.

RÉSOLUTION N° 18 : DÉCISION À PRENDRE RELATIVE À LA DÉFINITION DU TAUX DE LA COTISATION ANNUELLE AU FONDS DE TRAVAUX OBLIGATOIRE



Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 25 / Article 25-1

L'assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article 14-2 de la loi du 10 juillet 1965, après avoir :

- entendu les explications du Syndic,
- pris acte de la constitution du fonds de travaux à compter du 1er janvier 2017, à hauteur d'a minima 5 % du budget prévisionnel,
- pris acte de sa faculté à augmenter la cotisation annuelle à ce fonds de travaux,
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical,

Décide de porter à 5% du budget prévisionnel, le montant du fonds de travaux rendu obligatoire à compter du 1er janvier 2017.

L'assemblée générale prend acte que :

- cette somme restera définitivement acquise au syndicat de copropriété en cas de vente de lots ;
- cette somme sera déposée sur un second compte bancaire séparé et rémunéré, ouvert dans le même établissement bancaire que le compte « courant » de la copropriété, conformément aux dispositions de l'article 18 II de la loi du 10 juillet 1965 ;
- cette somme sera appelée dans les mêmes conditions que les appels de provisions pour charges « courantes » et exigible à la même date;
- en cas de paiement partiel de la cotisation au fonds travaux et /ou des appels de provisions de charges, et du fait de la parfaite simultanéité de l'exigibilité des sommes, les encaissements seront affectés prioritairement au fonds travaux;
- ce taux n'évoluera que sur décision d'une nouvelle assemblée générale.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité absolue de 45637 voix sur 91272 voix, conformément à l'article 25 de la loi du 10 juillet

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

ml

q

1965.

RÉSOLUTION N° 19 : INTÉRÊTS DE PLACEMENT DU FONDS DE TRAVAUX ALUR DU SYNDICAT ISSUS DE SA CONSTITUTION (ART 14-2 ET 18 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965)

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

L'Assemblée Générale étant informée :

- de l'obligation de constituer un fonds de travaux défini par l'article 14-2 de la loi du 10 juillet 1965 à compter du 1er janvier 2017 ;
- de l'obligation de placement des cotisations versées à ce titre sur un compte bancaire séparé rémunéré dans le même établissement bancaire que son compte bancaire séparé (article 18 de la loi du 10 juillet 1965),
- de l'affectation des intérêts produits par le placement des fonds au seul Syndicat des copropriétaires :

Décide que les intérêt produits seront :

- répartis chaque année entre les copropriétaires;

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 20 : AJUSTEMENT DE LA RÉSERVE PRÉVUE AU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ.

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

La réserve est actuellement de : 15000€.

Conformément à l'article 35 du décret du 17 mars 1967 la réserve ne peut excéder 1/6ème du budget prévisionnel.

L'Assemblée Générale décide DE CONSERVER LA RESERVE ACTUELLE

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

POINT D'INFORMATION N° 21 : COMPTE RENDU SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROCÉDURES EN COURS.

Le syndic informe l'Assemblée Générale qu'il n'existe aucune procédure de recouvrement

Sur décision du président de séance, l'ordre du jour a été modifié.

RÉSOLUTION N° 39 : DÉCISIONS À PRENDRE CONCERNANT LA RÉALISATION ET LA GESTION DES TRAVAUX MISE EN PLACE DE JARDINIÈRES EN BÉTON ENTRE LE BÂTIMENT B ET C

PJ : PROPOSITION VINCENNES VERT

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles des devis et contrats notifiés ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ;
- et après en avoir délibéré,
- Décide d'effectuer les travaux suivants : mise en place de jardinières en béton entre le bâtiment B et C
- Retient la proposition présentée :
 - par l'entreprise VINCENNES VERT pour un montant de 4 963.68€ TTC

Il est précisé que le coût des travaux, ainsi que les frais, honoraires et assurances y afférents seront répartis

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

selon :

- les tantièmes attachés aux lots concernés par la dépense : charges communes générale

Démarrage des travaux prévu dès 100% des fonds en banque

Le Syndic procédera aux appels de fonds selon les modalités suivantes :

- Montant : 100%, exigibilité : 25/05/2016

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	5	6082	voix /	91272	voix
Madame LE BELLER NATHALIE (905), Mlle MALIH CLAUDINE représentée par Madame LE BELLER NATHALIE (670), Mme MANSEUR ASSIA (1076), M. et Mme NOWAK / AVOT représentés par Madame LE BELLER NATHALIE (2514), M. RICHE BRICE-AUDREN représenté par Madame LE BELLER NATHALIE (917)					
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	4	53664	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

La proposition est retenue par l'Assemblée Générale.

RÉSOLUTION N° 40 : HONORAIRES SUR TRAVAUX VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE NON COMPRIS DANS LE BUDGET PRÉVISIONNEL (ART 18-1 A DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

Conformément à l'ART 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale ayant pris connaissance du barème d'honoraires du Syndic pour suivi administratif, comptable et financier du dossier, ci-dessous rappelé,

Montants HT de l'opération Taux HT :

• de 0 à 15 000 € HT	300 €
• de 15 000 à 100 000 € HT	3,5 %
• de 100 000 à 250 000 € HT	3,0 %
• de 250 000 à 500 000 € HT	2,5 %
• supérieur à 500 000 € HT	2,0 %

décide que les honoraires du Syndic au titre des travaux votés par la présente Assemblée Générale à la résolution n°39, répartis et appelés selon les mêmes modalités, s'élèvent à 360 € TTC (forfait minimum).

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	5	6082	voix /	91272	voix
Madame LE BELLER NATHALIE (905), Mlle MALIH CLAUDINE représentée par Madame LE BELLER NATHALIE (670), Mme MANSEUR ASSIA (1076), M. et Mme NOWAK / AVOT représentés par Madame LE BELLER NATHALIE (2514), M. RICHE BRICE-AUDREN représenté par Madame LE BELLER NATHALIE (917)					
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	4	53664	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 22 : DÉCISIONS À PRENDRE CONCERNANT LA RÉALISATION ET LA GESTION DES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA PORTE D'ENTRÉE DU BÂTIMENT A PJ : PROPOSITION AUTO FERMETURE ET FEY

Clé de répartition : 0008-1 Batiments - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles des devis et contrats notifiés ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ;
- et après en avoir délibéré,
- Décide d'effectuer les travaux suivants : remplacement de la porte d'entrée du bâtiment A
- Retient la proposition présentée :
 - par l'entreprise AUTO FERMETURE pour un montant de 5167.67€ TTC option ACIER

Il est précisé que le coût des travaux, ainsi que les frais, honoraires et assurances y afférents seront répartis selon :

- les tantièmes attachés aux lots concernés par la dépense : charges bâtiment A

Démarrage des travaux prévu des 100% des fonds en banque.

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB GP

Le Syndic procédera aux appels de fonds selon les modalités suivantes :

- Montant : 50%, exigibilité : 15/09/2016
- Montant : 50%, exigibilité : 15/10/2016

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	4	72642	voix /	96224	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	96224	voix
Abstentions :	0	0	voix /	96224	voix
Ont voté pour :	4	72642	voix /	96224	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 36322 voix sur 72642 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

La proposition est retenue par l'Assemblée Générale.

RÉSOLUTION N° 23 : HONORAIRES SUR TRAVAUX VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE NON COMPRIS DANS LE BUDGET PRÉVISIONNEL (ART 18-1 A DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).



Clé de répartition : 0008-1 Bâtiments - Article 24

Conformément à l'ART 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale ayant pris connaissance du barème d'honoraires du Syndic pour suivi administratif, comptable et financier du dossier, ci-dessous rappelé,

Montants HT de l'opération Taux HT :

- de 0 à 15 000 € HT 300 €
- de 15 000 à 100 000 € HT 3,5 %
- de 100 000 à 250 000 € HT 3,0 %
- de 250 000 à 500 000 € HT 2,5 %
- supérieur à 500 000 € HT 2,0 %

décide que les honoraires du Syndic au titre des travaux votés par la présente Assemblée Générale à la résolution n° 22, répartis et appelés selon les mêmes modalités, s'élèvent à 360 € TTC (forfait minimum).

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	4	72642	voix /	96224	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	96224	voix
Abstentions :	0	0	voix /	96224	voix
Ont voté pour :	4	72642	voix /	96224	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 36322 voix sur 72642 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 24 : DÉCISIONS À PRENDRE CONCERNANT LA RÉALISATION ET LA GESTION DES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA PORTE D'ENTRÉE DU BÂTIMENT B ET C



PJ : PROPOSITION AUTO FERMETURE ET FEY

Clé de répartition : 0008-2 Bâtiments - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles des devis et contrats notifiés ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ;
- et après en avoir délibéré,
- Décide d'effectuer les travaux suivants : remplacement de la porte d'entrée du bâtiment A et B
- Retient la proposition présentée :
 - par l'entreprise AUTO FERMETURE pour un montant de 10 129.30€ TTC

Il est précisé que le coût des travaux, ainsi que les frais, honoraires et assurances y afférents seront répartis selon :

- les tantièmes attachés aux lots concernés par la dépense : charges Bâtiment B et C
- Démarrage des travaux prévu dès 100% des fonds.

Le Syndic procédera aux appels de fonds selon les modalités suivantes :

- Montant : 50%, exigibilité : 15/09/2016
- Montant : 50%, exigibilité : 15/10/2016

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	6	52969	voix /	100000	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	100000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	100000	voix
Ont voté pour :	6	52969	voix /	100000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 26485 voix sur 52969 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

La proposition est retenue par l'Assemblée Générale.

RÉSOLUTION N° 25 : HONORAIRES SUR TRAVAUX VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE NON COMPRIS DANS LE BUDGET PRÉVISIONNEL (ART 18-1 A DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).

Clé de répartition : 0008-2 Batiments - Article 24

Conformément à l'ART 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale ayant pris connaissance du barème d'honoraires du Syndic pour suivi administratif, comptable et financier du dossier, ci-dessous rappelé,

Montants HT de l'opération	Taux HT :
• de 0 à 15 000 € HT	300 €
• de 15 000 à 100 000 € HT	3,5 %
• de 100 000 à 250 000 € HT	3,0 %
• de 250 000 à 500 000 € HT	2,5 %
• supérieur à 500 000 € HT	2,0 %

décide que les honoraires du Syndic au titre des travaux votés par la présente Assemblée Générale à la résolution n° 24, répartis et appelés selon les mêmes modalités, s'élèvent à 360 € TTC (forfait minimum).

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	6	52969	voix /	100000	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	100000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	100000	voix
Ont voté pour :	6	52969	voix /	100000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 26485 voix sur 52969 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 26 : DÉCISIONS À PRENDRE CONCERNANT LA RÉALISATION ET LA GESTION DES TRAVAUX DE RÉFECTION LE LA COLONNE D'EU ET EV ENTRE LE 3EME ET LE 4EME ÉTAGE.

PJ : PROPOSITION DMCP ET HOLLEY DURAND

Clé de répartition : 0008-2 Batiments - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles des devis et contrats notifiés ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ;
- et après en avoir délibéré,

• Décide d'effectuer les travaux suivants : réfection le la colonne d'EU et EV entre le 3eme et le 4eme étage.

• Retient la proposition présentée :

- par l'entreprise DMCP pour un montant de 3015€ TTC

Il est précisé que le coût des travaux, ainsi que les frais, honoraires et assurances y afférents seront répartis selon :

- les tantièmes attachés aux lots concernés par la dépense : charges bâtiment B et C

Démarrage des travaux prévu dès 100% des fonds en banque.

Le Syndic procédera aux appels de fonds selon les modalités suivantes :

- Montant : 100%, exigibilité : 01/07/2016

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	6	52969	voix /	100000	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	100000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	100000	voix
Ont voté pour :	6	52969	voix /	100000	voix

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 26485 voix sur 52969 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

La proposition est retenue par l'Assemblée Générale.

RÉSOLUTION N° 27 : HONORAIRES SUR TRAVAUX VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE NON COMPRIS DANS LE BUDGET PRÉVISIONNEL (ART 18-1 A DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).



Clé de répartition : 0008-2 Batiments - Article 24

Conformément à l'ART 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale ayant pris connaissance du barème d'honoraires du Syndic pour suivi administratif, comptable et financier du dossier, ci-dessous rappelé,

Montants HT de l'opération Taux HT :

• de 0 à 15 000 € HT	300 €
• de 15 000 à 100 000 € HT	3,5 %
• de 100 000 à 250 000 € HT	3,0 %
• de 250 000 à 500 000 € HT	2,5 %
• supérieur à 500 000 € HT	2,0 %

décide que les honoraires du Syndic au titre des travaux votés par la présente Assemblée Générale à la résolution n° 26, répartis et appelés selon les mêmes modalités, s'élèvent à 360 € TTC (forfait minimum).

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	6	52969	voix /	100000	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	100000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	100000	voix
Ont voté pour :	6	52969	voix /	100000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 26485 voix sur 52969 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 28 : A LA DEMANDE DE MONSIEUR RICHE, DÉCISIONS À PRENDRE CONCERNANT LA RÉALISATION ET LA GESTION DES TRAVAUX D'ÉTANCHÉITÉ DANS LA COUR



PJ: COURRIER SOCIÉTÉ ADJUVO IMMOBILIER ET PROPOSITION DMCP

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles des devis et contrats notifiés ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ;
- et après en avoir délibéré,
- Décide d'effectuer les travaux suivants : A la demande de Monsieur RICHE, décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux d'étanchéité dans la cour
- Retient la proposition présentée :
 - par l'entreprise DMCP pour un montant de 2387.99€ TTC

Il est précisé que le coût des travaux, ainsi que les frais, honoraires et assurances y afférents seront répartis selon :

- les tantièmes attachés aux lots concernés par la dépense : charges communes générales

Démarrage des travaux prévu dès 100% des fonds en banque.

Le Syndic procédera aux appels de fonds selon les modalités suivantes :

- Montant : 100%, exigibilité : 20/06/2016

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

La proposition est retenue par l'Assemblée Générale.

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

RÉSOLUTION N° 29 : HONORAIRES SUR TRAVAUX VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE NON COMPRIS DANS LE BUDGET PRÉVISIONNEL (ART 18-1 A DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

Conformément à l'ART 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale ayant pris connaissance du barème d'honoraires du Syndic pour suivi administratif, comptable et financier du dossier, ci-dessous rappelé,

Montants HT de l'opération	Taux HT :
• de 0 à 15 000 € HT	300 €
• de 15 000 à 100 000 € HT	3,5 %
• de 100 000 à 250 000 € HT	3,0 %
• de 250 000 à 500 000 € HT	2,5 %
• supérieur à 500 000 € HT	2,0 %

décide que les honoraires du Syndic au titre des travaux votés par la présente Assemblée Générale à la résolution n° 28, répartis et appelés selon les mêmes modalités, s'élèvent à 360 € TTC (forfait minimum).

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 30 : DÉCISIONS À PRENDRE CONCERNANT LA RÉALISATION ET LA GESTION DES TRAVAUX RÉFECTION PARTIELLE DE PEINTURE DANS LE HALL D'ENTRÉE DU BÂTIMENT C

PJ : PROPOSITION BES

Clé de répartition : 0009-2 Cages d'escaliers - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles des devis et contrats notifiés ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ;
- et après en avoir délibéré,

• Décide d'effectuer les travaux suivants : réfection partielle de peinture dans le hall d'entrée du bâtiment C

• Retient la proposition présentée :

- par l'entreprise BES pour un montant de 1505.46€ TTC

Il est précisé que le coût des travaux, ainsi que les frais, honoraires et assurances y afférents seront répartis selon :

- les tantièmes attachés aux lots concernés par la dépense : charges escalier C

Démarrage des travaux prévu dès 100% des fonds en banque

Le Syndic procédera aux appels de fonds selon les modalités suivantes :

- Montant : 100%, exigibilité : 20/06/2016

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	6	30162	voix /	100000	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	100000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	100000	voix
Ont voté pour :	6	30162	voix /	100000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 15082 voix sur 30162 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

La proposition est retenue par l'Assemblée Générale.

RÉSOLUTION N° 31 : HONORAIRES SUR TRAVAUX VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE NON COMPRIS DANS LE BUDGET PRÉVISIONNEL (ART 18-1 A DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).

Clé de répartition : 0009-2 Cages d'escaliers - Article 24

Conformément à l'ART 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale ayant pris connaissance du barème d'honoraires du Syndic pour suivi administratif, comptable et financier du dossier, ci-dessous rappelé,

Montants HT de l'opération	Taux HT :
----------------------------	-----------

• de 0 à 15 000 € HT	300 €
• de 15 000 à 100 000 € HT	3,5 %
• de 100 000 à 250 000 € HT	3,0 %
• de 250 000 à 500 000 € HT	2,5 %
• supérieur à 500 000 € HT	2,0 %

décide que les honoraires du Syndic au titre des travaux votés par la présente Assemblée Générale à la résolution n° , répartis et appelés selon les mêmes modalités, s'élèvent à 360 € TTC (forfait minimum).

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	6	30162	voix /	100000	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	100000	voix
Abstentions :	0	0	voix /	100000	voix
Ont voté pour :	6	30162	voix /	100000	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 15082 voix sur 30162 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 32 : A LA DEMANDE DE MONSIEUR MARCAULT RACCORDEMENT DE L'IMMEUBLE À UNE LIGNE DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE À TRÈS HAUT DÉBIT EN FIBRE OPTIQUE.

PJ : DEMANDE MONSIEUR MARCAULT ET PROPOSITION DE LA SOCIÉTÉ ORANGE ET CONVENTION RELATIVE À L'INSTALLATION, LA GESTION ET LA MAINTENANCE DE LIGNE À TRÈS HAUT DÉBIT EN FIBRE OPTIQUE

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

La loi de Modernisation de l'Economie du 4 Août 2008 a introduit un ART 24-2 dans la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété. Ce texte institue la faculté, pour tout opérateur de communication électronique à très haut débit en fibre optique, de faire inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée générale de la copropriété une proposition visant l'installation dans l'immeuble, aux frais exclusifs de l'opérateur, des lignes de communication électroniques à très haut débit en fibre optique.

Le Syndic a reçu à ce titre une demande de la Société ORANGE. L'Assemblée est donc appelée à se prononcer sur cette proposition.

Après avoir examiné la proposition de la Société ORANGE, l'Assemblée Générale autorise la Société ORANGE à équiper l'immeuble, à ses frais, de lignes à très haut débit en fibre optique dans les conditions fixées à la convention jointe à la convocation.

Le Syndic est autorisé à régulariser ladite convention.

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 33 : DÉCISIONS À PRENDRE CONCERNANT LA RÉALISATION ET LA GESTION DES TRAVAUX RÉPARATION DU PIGEONNIER RESPONSABLE DES DÉSORDRES DANS L'APPARTEMENT DE MADAME MANSEUR BÂTIMENT A

PJ : PROPOSITION DMCP ET LOGEL TECHNIC

Clé de répartition : 0008-1 Batiments - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles des devis et contrats notifiés ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ;
- et après en avoir délibéré,
- Décide d'effectuer les travaux suivants : réparation du pigeonnier responsable des désordres dans l'appartement de Madame MANSEUR Bâtiment A

• Retient la proposition présentée :

- par l'entreprise LOGEL pour un montant de 1300€ TTC

Il est précisé que le coût des travaux, ainsi que les frais, honoraires et assurances y afférents seront répartis selon :

- les tantièmes attachés aux lots concernés par la dépense : charges communes générale

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

Démarrage des travaux prévu dès 100% des fonds en banque.

Le Syndic procédera aux appels de fonds selon les modalités suivantes :

- Montant : 100%, exigibilité : 20/06/2016

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	4	72642	voix /	96224	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	96224	voix
Abstentions :	0	0	voix /	96224	voix
Ont voté pour :	4	72642	voix /	96224	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 36322 voix sur 72642 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

La proposition est retenue par l'Assemblée Générale.

RÉSOLUTION N° 34 : HONORAIRES SUR TRAVAUX VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE NON COMPRIS DANS LE BUDGET PRÉVISIONNEL (ART 18-1 A DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).

Clé de répartition : 0008-1 Batiments - Article 24

Conformément à l'ART 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale ayant pris connaissance du barème d'honoraires du Syndic pour suivi administratif, comptable et financier du dossier, ci-dessous rappelé,

Montants HT de l'opération	Taux HT :
• de 0 à 15 000 € HT	300 €
• de 15 000 à 100 000 € HT	3,5 %
• de 100 000 à 250 000 € HT	3,0 %
• de 250 000 à 500 000 € HT	2,5 %
• supérieur à 500 000 € HT	2,0 %

décide que les honoraires du Syndic au titre des travaux votés par la présente Assemblée Générale à la résolution n° , répartis et appelés selon les mêmes modalités, s'élèvent à 360 € TTC (forfait minimum).

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	4	72642	voix /	96224	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	96224	voix
Abstentions :	0	0	voix /	96224	voix
Ont voté pour :	4	72642	voix /	96224	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 36322 voix sur 72642 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

RÉSOLUTION N° 35 : DÉCISIONS À PRENDRE CONCERNANT LA RÉALISATION ET LA GESTION DES TRAVAUX DE RÉPARATION DE FUITE SUR LE CHÉNEAU AU DESSUS DU RESTAURANT LES PIERRES QUI ROULENT

PJ : PROPOSITION HOLLEY DURAN

Clé de répartition : 0008-1 Batiments - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles des devis et contrats notifiés ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ;
- et après en avoir délibéré,
- Décide d'effectuer les travaux suivants : réparation de fuite sur le chéneau au dessus du restaurant les pierres qui roulent

- Retient la proposition présentée :

- par l'entreprise HOLLEY DURAN pour un montant de 1555.62€ TTC

Il est précisé que le coût des travaux, ainsi que les frais, honoraires et assurances y afférents seront répartis selon :

- les tantièmes attachés aux lots concernés par la dépense : charges Bâtiment A

Démarrage des travaux prévu dès 100% des fonds en banque.

Le Syndic procédera aux appels de fonds selon les modalités suivantes :

- Montant : 100%, exigibilité : 20/06/2016

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

Vote sur la proposition :				
Présents et Représentés :	4	72642	voix / 96224	voix
Ont voté contre :	0	0	voix / 96224	voix
Abstentions :	0	0	voix / 96224	voix
Ont voté pour :	4	72642	voix / 96224	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 36322 voix sur 72642 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

La proposition est retenue par l'Assemblée Générale.

RÉSOLUTION N° 36 : HONORAIRES SUR TRAVAUX VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE NON COMPRIS DANS LE BUDGET PRÉVISIONNEL (ART 18-1 A DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).



Clé de répartition : 0008-1 Batiments - Article 24

Conformément à l'ART 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale ayant pris connaissance du barème d'honoraires du Syndic pour suivi administratif, comptable et financier du dossier, ci-dessous rappelé,

Montants HT de l'opération Taux HT :

• de 0 à 15 000 € HT	300 €
• de 15 000 à 100 000 € HT	3,5 %
• de 100 000 à 250 000 € HT	3,0 %
• de 250 000 à 500 000 € HT	2,5 %
• supérieur à 500 000 € HT	2,0 %

décide que les honoraires du Syndic au titre des travaux votés par la présente Assemblée Générale à la résolution n° , répartis et appelés selon les mêmes modalités, s'élèvent à % HT du montant total HT de l'opération, ou à 360 € TTC (forfait minimum).

Compte-tenu du résultat du vote à la résolution n°35 - Décisions à prendre concernant la réalisation et la gestion des travaux de réparation de fuite sur le chéneau au dessus du restaurant les pierres qui roulent , le vote de la présente décision devient « sans objet ».

RÉSOLUTION N° 37 : DÉCISIONS À PRENDRE CONCERNANT LA RÉALISATION ET LA GESTION DES TRAVAUX DE COUVERTURE DES REZ DE CHAUSSEE



PJ : PROPOSITION HOLLEY DURAND

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

L'Assemblée Générale après avoir :

- pris connaissance des conditions essentielles des devis et contrats notifiés ;
- pris connaissance de l'avis du Conseil Syndical ;
- et après en avoir délibéré,
- Décide d'effectuer les travaux suivants : couverture des rez de chaussée
- Retient la proposition présentée :
 - par l'entreprise pour un montant de ... Euros TTC

Il est précisé que le coût des travaux, ainsi que les frais, honoraires et assurances y afférents seront répartis selon :

- les tantièmes attachés aux lots concernés par la dépense : charges communes générales

Démarrage des travaux prévu des 100% des fonds en banque.

Le Syndic procédera aux appels de fonds selon les modalités suivantes :

- Montant :	exigibilité :
- Montant :	exigibilité :
- Montant :	exigibilité :
- Montant :	exigibilité :

Vote sur la proposition :				
Présents et Représentés :	9	59746	voix / 91272	voix
Ont voté contre :	9	59746	voix / 91272	voix
Abstentions :	0	0	voix / 91272	voix
Ont voté pour :	0	0	voix / 91272	voix

Cette résolution est rejetée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

L'Assemblée Générale rejette toutes les propositions.

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB

RÉSOLUTION N° 38 : HONORAIRES SUR TRAVAUX VOTÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE NON COMPRIS DANS LE BUDGET PRÉVISIONNEL (ART 18-1 A DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965).

Clé de répartition : 0003-1 Charges communes générales - Article 24

Conformément à l'ART 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale ayant pris connaissance du barème d'honoraires du Syndic pour suivi administratif, comptable et financier du dossier, ci-dessous rappelé,

Montants HT de l'opération	Taux HT :
• de 0 à 15 000 € HT	300 €
• de 15 000 à 100 000 € HT	3,5 %
• de 100 000 à 250 000 € HT	3,0 %
• de 250 000 à 500 000 € HT	2,5 %
• supérieur à 500 000 € HT	2,0 %

décide que les honoraires du Syndic au titre des travaux votés par la présente Assemblée Générale à la résolution n° , répartis et appelés selon les mêmes modalités, s'élèvent à % HT du montant total HT de l'opération, ou à 360 € TTC (forfait minimum).

Vote sur la proposition :

Présents et Représentés :	9	59746	voix /	91272	voix
Ont voté contre :	0	0	voix /	91272	voix
Abstentions :	0	0	voix /	91272	voix
Ont voté pour :	9	59746	voix /	91272	voix

Cette résolution est adoptée à la majorité simple de 29874 voix sur 59746 voix exprimées, conformément à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1965.

POINT D'INFORMATION N° 41 : MODALITÉS DE DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (AVANT DERNIER ALINÉA DE L'ART 10 DU DÉCRET DU 17 MARS 1967).

Le Syndic informe les copropriétaires de la modification du décret du 17 mars 1967 par décret du 20 avril 2010 quant aux modalités de demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

L'ART 10 précise désormais que :

" Le ou les copropriétaires ou le conseil syndical qui demandent l'inscription d'une question à l'ordre du jour notifient au syndic, avec leur demande, le projet de résolution lorsque cette notification est requise en application des 7° et 8° du I de l'article 11. Lorsque le projet de résolution porte sur l'application du troisième alinéa de l'article 24 et du b de l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965, il est accompagné d'un document précisant l'implantation et la consistance des travaux."

Sont donc concernées notamment toutes demandes visant :

- les modalités d'appels de provisions (quantum, périodicité...) pour le financement du budget prévisionnel, dès lors qu'il conviendrait de déroger à la règle des appels de fonds trimestriels par quart.
- les modalités d'appels de provisions relatifs au financement des opérations de travaux.
- les modalités de gestion bancaire du Syndicat des copropriétaires.
- le vote des travaux d'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, ou l'autorisation à donner à un copropriétaire d'effectuer à ses frais les dits travaux.
- toute décision relevant de la majorité de l'ART 25, 26 et 30 (travaux d'amélioration et modalités de financement des travaux d'amélioration et des dépenses d'entretien et de fonctionnement ultérieurs de ces opérations) de la loi du 10 juillet 1965, notamment toute demande d'autorisation à donner à un copropriétaire d'effectuer à ses frais des travaux qui affectent les parties communes ou l'aspect extérieur de l'immeuble. Dans ce cas, il convient au regard du nouveau texte de fournir un document précisant l'implantation et la consistance des travaux.
- la surélévation de bâtiments ou l'aliénation du droit de surélever un bâtiment existant.
- à autoriser le Syndic à introduire une demande en justice.

Dans tous les cas, le Syndic recommande aux copropriétaires de le contacter pour vérifier la nécessité de joindre un projet de résolution et les éventuelles pièces complémentaires, à l'appui de leur demande de question à porter à l'ordre du jour.

Il rappelle également qu'il convient d'adresser la demande par lettre recommandée avec accusé de réception, suffisamment tôt pour qu'il puisse la prendre en compte. Dans le cas où les convocations seraient déjà formalisées ou transmises, toute demande tardive ne pourrait être inscrite qu'à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale suivante.

POINT D'INFORMATION N° 42 : INFORMATION SUR L'ESPACE PRIVÉ CLIENTS (EPC)

Depuis 2011, NEXITY LAMY a ouvert un extranet pour répondre aux besoins de ses clients.

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

Paraphes

NLB CP

L'Espace Privé Clients (EPC) mynexity.fr permet à chaque client, et notamment à chaque copropriétaire, d'accéder gratuitement et immédiatement à ses informations personnelles (ses biens, ses contrats, ses comptes ...).

Progressivement enrichi de nouveaux documents, les copropriétaires peuvent y trouver également :

- le règlement de copropriété,
- les deux derniers procès-verbaux d'assemblée générale,
- la copie de la convocation d'assemblée générale,
- le carnet d'entretien,
- les compte-rendu de visite de la copropriété,
- des informations relatives à l'immeuble

Les membres du Conseil Syndical disposent d'un espace spécifique dans lequel ils peuvent consulter :

- les justificatifs des dépenses de l'exercice en cours
- le suivi budgétaire de l'exercice en cours
- les relevés des comptes bancaires de la copropriété.

L'accès à l'espace personnel de l'EPC, via le site www.mynexity.fr, requiert un code d'activation. Ce code vous est transmis sur simple demande en agence, et apparaît sur chaque appel de fonds. Facile d'utilisation, mynexity.fr est un espace entièrement privé et sécurisé.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h47. Ordre du jour épuisé

NLB

Paraphes



RAPPEL DE L'ARTICLE 42 ALINEA 2 DE LA LOI DU 10 JUILLET 1965 :

« Les actions qui ont pour objet de contester les décisions de l'Assemblée Générale doivent à peine de déchéance être introduites par les copropriétaires opposants dans un délai de deux mois à compter de la notification desdites décisions qui leur est faite à la diligence du syndic dans un délai de deux mois à compter de la tenue de l'Assemblée Générale. Sauf en cas d'urgence, l'exécution par le syndic des travaux décidés par l'Assemblée Générale, en application des articles 25 et 26 est suspendue jusqu'à l'expiration du délai mentionné à la première phrase du présent alinéa. »

LE PRÉSIDENT

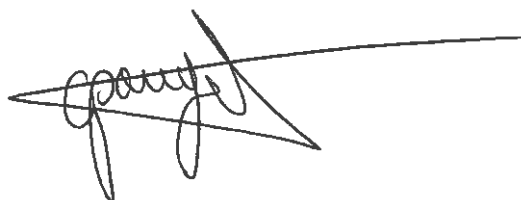
Mme LE BELLER NATHALIE


LE SECRÉTAIRE







Mme LAMNABI Myriam


LE(S) SCRUTATEUR(S)

M. POUGET



PROCÈS VERBAL CONFORME À L'ORIGINAL DUMENT SIGNÉ PAR LE PRÉSIDENT, LE OU LES SCRUTATEURS S'IL EN A ÉTÉ DÉSIGNÉ(S) ET LE SECRÉTAIRE.

Légende :	
Résolution acceptée :	
Résolution refusée :	
Absence de candidats :	
Vote sans objet :	
Aucune voix exprimée :	
Point d'information :	

PV AG 25-27 avenue Corentin Cariou

Procès-verbal conforme à l'original dûment signé par le président, le ou les scrutateurs s'il en a été désigné(s) et le secrétaire

